

## Le « jardin noir » européen

### Description

**Depuis 1994, le Karabakh, république autonome auto-proclamée, vit en état de ni guerre ni paix avec l'Azerbaïdjan.**

Un négociateur de l'ombre, comme il en existe tant dans les conflits inextricables, expliquait l'an dernier : « En tant qu'Arménien, je peux vous dire une chose : la manière dont les Karabaghtsi et les Azéris raisonnent est exactement la même. Aucune séance de négociations ne commence sans un inévitable *'Je pourrais demander ça, mais je ne demanderai que ça'* du côté arménien, comme azéri ».



Majoritairement peuplée d'Arméniens, l'enclave du Karabakh avait été placée par Staline en Azerbaïdjan, tandis que le Nakhitchevan, majoritairement azéri, se trouvait ainsi séparé du territoire azéri par un isthme arménien.

En 1988, le Haut-Karabakh s'agite. Vont rapidement suivre des échauffourées dans le territoire, puis en février, des pogroms anti-arméniens dans une ville ouvrière proche de Bakou, Soumgaït.

La centaine de morts arméniens, l'absence de réactions des autorités soviétiques aboutit à un durcissement : le Soviet local du Karabakh vote la sécession et les combats, sous forme de guérilla, s'engagent. En 1991, la république autonome est définitivement proclamée tandis que s'écroule l'URSS et que les trois républiques de Transcaucasie accèdent à l'indépendance.

En 1992, les Arméniens reprennent la ville stratégique de Shushi, le 9 mai. Mais s'ils gagnent des territoires à l'Est et à l'Ouest, ils en perdent au Nord, avec la région de Chaoumian. La guerre fait de part et d'autre 30.000 victimes et laisse derrière elle un million de réfugiés. En mai 1994, un cessez-le-feu est proclamé. Depuis, les infinis pourparlers de paix sous l'égide du groupe de Minsk persistent.

### Rivalités territoriales et conflit identitaire

Les négociations entre Arméniens et Azéris achoppent avant tout sur la question du statut des territoires. Côté azéri, les territoires sont occupés -côté arménien, libérés. En tous cas, ils représentent pas moins de 20 % du territoire azéri, et personne en Azerbaïdjan n'a accepté la défaite de 1994.

De plus, les portions de terre reprises par les Arméniens pendant le conflit du Karabakh sont hautement stratégiques : il s'agit ni plus ni moins que d'une extension du territoire du Karabakh

---

proprement dit jusqu'À celui de l'Azerbaïdjan. Agdham, ville aujourd'hui complÈtement en ruines, abritait plus de 40 000 personnes et son district constituait À proprement parlÈ un district purement azÈri.

TombÈe avec sa riche plaine agricole du cÅtÈ armÈnien, elle est, À elle seule, le symbole de toute la complexitÈ ambiante : rendre des territoires pour sauvegarder la paix est inacceptable pour les ArmÈniens. Accepter la perte non seulement du Karabakh, mais aussi de ces prÈcieux kilomÈtres carrÈs conquis par les ArmÈniens – impossible pour les AzÈris.

Si Heidar Aliev et Robert Kotcharian avaient l'an dernier, pour cause d'Èlections dans leurs pays respectifs, conclu une sorte d'accord tacite sur la non reprise de pourparlers trop audacieux sur le Karabakh, 2004 risque bien de ne pas se dÈrouler sous les mÈmes auspices.

De plus, les donnes politiques de la rÈgion ont ÈvoluÈ. Ilham Aliev, fils d'Heidar, a ÈtÈ Èlu À la tÈte de l'Azerbaïdjan. Quant À Robert Kotcharian, il a ÈtÈ reconduit pour un deuxiÈme mandat. DÈnominateur commun À ces nominations: tous deux doivent leurs fonctions À des fraudes Èlectorales massives, constatÈes par les observateurs internationaux.

Si AmÈricains, Russes comme EuropÈens recherchent eux-aussi paix et stabilitÈ dans le Caucase, les motivations divergent. Le passage des olÈoducs contourne aujourd'hui le Karabakh et l'ArmÈnie, moins par volontÈ de priver les ArmÈniens des dividendes pÈtroliers que parce que les partenaires internationaux se demandent d'ÈjÀ comment ils vont sÈcuriser le passage du BTC {Bakou-Tbilissi-Ceyhan} par la GÈorgie. Envisager des routes plus courtes par un territoire comme le Karabakh – ce qui Ètait la prÈfÈrence russe – est inimaginable pour les EuropÈens.

Par ailleurs, la Turquie frappe de plus en plus fort À la porte de l'Europe. Or, les ArmÈniens de diaspora ont toujours espÈrÈ que son entrÈe dans l'Union serait subordonnÈe À la reconnaissance du gÈnocide de 1915 – et ce alors mÈme qu'en 1987, le Parlement europÈen a reconnu officiellement le gÈnocide, une dÈcision de moins en moins ÈvoquÈe aujourd'hui .

DÈsormais, la pression s'articule surtout autour d'un rÈglement rapide du conflit du Karabakh, conflit qui vaut À l'ArmÈnie de vivre depuis plus de dix ans sous embargo de ses voisins pro-azÈris, notamment la Turquie, avec laquelle sa frontiÈre demeure fermÈe.

L'Union europÈenne pourrait jongler avec l'intÈgration de la Turquie en faisant pression sur les droits de l'homme, la question kurde ou chypriote, voire mÈme celle du gÈnocide armÈnien. Mais peut-elle rÈellement inciter la Turquie À lever l'embargo et À appeler le cousin azÈri À rÈgler le sort du Karabakh dans les meilleurs dÈlais ?

Le statu quo sur le Karabakh ne pose pas seulement un problÈme politico-Èconomique pour le Caucase. Il concerne trÈs directement l'Europe. A l'Èpoque de la guerre, l'Europe devait gÈrer celui de l'ex-Yougoslavie. Un peu rapidement, on a baptisÈ celui du Karabakh de « conflit ethnique » entre deux ennemis sÈculaires, des ArmÈniens chrÈtiens d'un cÅtÈ, des AzÈris musulmans de l'autre.

Surtout, personne ne s'attendait vraiment à la victoire arménienne. 120 000 habitants arméniens du Karabagh contre un pays de 7 millions de personnes, des fédérations, c'est à dire des combattants sans arme organisée jusqu'en 1992, contre l'armée d'un pays soutenu internationalement : peu en effet aurait parié sur le camp arménien.

Mais au-delà d'une possible négociation « paix contre territoire », François Thual<sup>(1)</sup> le fait remarquer, la question du Karabagh n'est pas seulement un problème de rendre ou de garder des portions conquises de territoire ennemi. Pour Bakou, il est vital d'obtenir le retour de réfugiés, tandis que la république du Karabagh repeuple autant les villages azéris désertés du Karabagh que le district de Kelbadjar, techniquement arménien aujourd'hui et sans aucune présence azérie.

### Des négociations à l'épreuve de force ?

Les conséquences du conflit sur les deux économies et les deux sociétés, azéres comme arméniennes, continuent de peser de tout son poids, et de guider les politiques domestiques comme internationales des deux pays.

Côté arménien, le président Kotcharian reconduit dans son mandat l'an dernier est directement arrivé au pouvoir parce que la rue jugeait le premier président de l'Arménie indépendante, Levon Ter Petrossian, trop disposé à « lâcher » le Karabagh. Mais ce qui, en 1988 – une première en ex URSS – avait fait défiler dans les rues d'Erevan plus d'un million d'Arméniens est loin de faire aujourd'hui l'unanimité. « Il n'y en a que pour le Karabagh de Kotcharian expliquait en aparté pendant les élections un des militants de Demirdjian, candidat de l'opposition. Pendant que l'on reconstruit le Karabagh, nous, ici, en Arménie, nous mourons lentement ».

Un sentiment largement partagé dans les couches populaires arméniennes. Toujours pendant la campagne électorale de l'an dernier, pas un village qui n'accueille Demirdjian sans son lot « toi, tu es un vrai arménien, Kotcharian, le Turc, qu'il s'en aille ». Lorsque l'on connaît le degré d'amitié qui lie Turcs et Arméniens, on aura fait de comprendre que l'insulte ainsi jetée à l'envie n'a rien d'innocent. Beaucoup en Arménie ont le sentiment d'avoir payé cher – trop cher – le conflit. De sorte d'union sacrée de la nation arménienne au moment de l'indépendance, le Karabagh est devenue un sujet de division entre Arméniens. Tandis que l'Arménie se défie du Karabagh, la diaspora, elle, soutient le territoire et sa reconstruction <sup>(2)</sup>.

Côté azéri, les conséquences du conflit sont aussi assez lourdes, et généralement, utilisées par le pouvoir. Selon une Européenne vivant à Bakou, le fait que des centaines de réfugiés s'entassent encore un peu partout dans des préfabriqués est un calcul du pouvoir autant que la résultante de la crise économique. « A tout moment, histoire de souffler sur les braises, Aliiev (père) avait ainsi la possibilité de montrer ses « réfugiés, et automatiquement, de formater l'opinion publique dans un credo anti arménien plus que jamais vif ». Une haine si bien ancrée, qu'en février dernier, des officiers d'anciens pays de l'URSS réunis dans le cadre d'un stage de l'OTAN ont vu un jeune officier arménien, Gurgen Markarian, se faire découper la hache en pleine nuit par un collègue azéri, Ramil Safarov. Alors même que l'on allait célébrer à Erevan l'anniversaire des pogroms de Soumgaïtâ?

### Pressions internationales

Alors qu'en mai prochain, on marquera les dix ans du cessez-le-feu, le conflit du Karabagh, aux portes

de l'Europe, peut prendre un jour nouveau. L'espace commercial européen regarde vers la Turquie, et parie sur son attachement européen qui aurait l'avantage indéniable de contrer un peu ses (trop) bonnes relations avec les Etats-Unis.

A en voir les difficultés traversées par les négociateurs chypriotes, on comprendra facilement que le conflit du Karabagh sera encore long à régler. Les diverses grandes puissances ont proposé en l'espace de dix ou douze solutions qui n'ont jamais reçu l'agrément des deux parties.

Les chancelleries européennes, russes et américaines s'agitent pour le Karabakh, mais aucun des partenaires n'a vraiment le même intérêt dans le règlement du conflit. Les Américains pensent avant tout aux oléoducs et à contrer la puissance russe, toujours forte. Les Européens se soucient bien du contrôle, mais ils ont aussi affaire à une forte diaspora arménienne dans leurs Etats, notamment en France. Quant aux Russes, ils ne veulent en fait ni des uns ni des autres sur ce territoire qu'ils ne considèrent tout compte fait que comme vaguement émancipé de leur tutelle.

Le conflit du Karabakh ne pourrait ainsi espérer que deux issues. Soit un échec des négociations, qui verrait se rouvrir les hostilités. Soit, si les négociations aboutissent, un échange de territoires suivi d'une certaine modification des frontières disputées du Sud-Caucase. L'idée jetée il y a quelques années – dont l'existence a d'ailleurs toujours été fermement démentie par Erevan – a par exemple été de « troquer » le sud de l'Arménie, autour de Meghri contre la sécurisation du Karabagh. Il s'agirait en fait d'ouvrir aux Azéris un corridor situé au sud de l'Arménie le long de la frontière iranienne – le dit corridor permettant au passage l'installation d'une force internationale en lieu et place des gardes-frontières aujourd'hui russes, ce qui ne manque d'intéresser hautement les Etats-Unis.

A en voir le tollé provoqué en Arménie comme dans la diaspora d'après cette proposition, connue, il est clair qu'il faudra aux négociateurs trouver sans doute une autre formule. En attendant, comme on l'explique en coulisses c'est-à-dire européen, « le statu quo arrange finalement un peu tout le monde ». On se rend de Erevan à Stepanakert par la plus belle route du Caucase, asphaltée par les soins de la diaspora et du Fonds arménien, la capitale du Karabagh est flambante neuve, on paye avec la même monnaie, le Dram arménien, l'émigration n'a pas touché aussi violemment les Karabaghtsis que les Arméniens d'Arménie. Et comme les Karabaghtsis le déclarent eux-mêmes, chacun est prêt au Karabagh à redevenir Friday du jour au lendemain si la situation l'exigeait.

(1) Voir François Thual, La crise du Haut Karabakh, une citadelle assiégée ? PUF, Iris, 2002.

(2) Robert Kotcharian, comme l'actuel ministre de la défense, Serge Sarkisian, sont tous deux Karabaghtsis, ce qui fait d'ailleurs dire François Thual qu'on assiste sans doute depuis le début du premier mandat de Kotcharian à une « Kharabaghsisation de l'Arménie » (F. Thual, op. cit).

Photo : champ dans la région du Haut-Karabakh, par LJ user plusninety –  
<http://plusninety.livejournal.com/139040.html>, CC BY-SA 3.0,  
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=6641608>

Par Laurence RITTER

**Vignette** : Karmir-shuka (photo libre de droit, attribution non requise).

---

244x78

Image not found or type unknown

**date crée**

01/04/2004

**Champs de Méta**

**Auteur-article :** Laurence RITTER